Les commissions scolaires ont un besoin pressant d'argent; les municipalités ont aussi besoin d'argent. Les provinces ne savent plus où donner de la tête pour trouver des sources de revenu. Et durant tout ce temps le gouvernement central s'empare de tous les champs de taxation. Le gouvernement fédéral extorque presque tous les revenus du pays pour les faire administrer par une bureaucratie contre laquelle ce même gouvernement ne peut plus rien. Et, afin de camoufler son incapacité, on crée des offices, des commissions et des ministères. Je crois bien que, dans les conditions actuelles, nous serions aussi bien d'accéder à la demande des provinces et leur remettre leurs droits de taxations à 100 p. 100; ainsi elles régleraient elles-mêmes leur propre problème de chômage.

Mais si le ministre doit créer un fonds de 400 millions par l'entremise de la Banque du Canada, il n'a plus rien à craindre pour l'autonomie des provinces. Car, alors, ce gouvernement autorisera tout simplement la Banque du Canada à mettre ledit montant à la disposition des municipalités. Chaque municipalité se verra absolument libre dans ses opérations, car ce sont encore les municipalités qui connaissent le mieux les travaux qui s'imposent dans leur région, tout comme ce sont encore les municipalités qui sont les mieux en mesure de déterminer qui a besoin de travail.

Ainsi, cet organisme gouvernemental, qu'est la Banque du Canada, aura pour une fois joué son vrai rôle, qui est de créer le crédit nécessaire pour favoriser le développement des municipalités, et en ce faisant, procurer de l'emploi aux sans travail.

Je crois, monsieur le ministre, qu'en agissant ainsi, vous aurez atteint le but que vous vous proposez, tout en sauvegardant l'autonomie de toutes et chacune des provinces.

(Traduction)

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur le président, je me demande si les honorables députés s'opposeraient à ce que nous poursuivions la séance pendant quelques minutes ce soir pour leur permettre de voir le bill et d'entamer le débat sur le bill lui-même. Le gouvernement serait très heureux si nous pouvions adopter le bill en première lecture, étant donné surtout que le ministre des Finances doit s'absenter demain.

M. Pigeon: Dix heures, monsieur le président.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. M. Nowlan: Le leader de la Chambre voudrait-il nous dire ce que nous ferons demain?

L'hon. M. Pickersgill: Je le regrette infiniment, mais demain, nous ne pourrons poursuivre notre débat d'aujourd'hui sur cette mesure parce que le ministre des Finances, pour des raisons bien évidentes, doit s'absenter. C'est une des raisons pour lesquelles j'espérais que cette mesure, conçue pour créer de l'emploi, franchirait une étape aujourd'hui. Toutefois, le comité en a décidé autrement et la Chambre est maîtresse de ses délibérations.

Demain, nous espérons terminer la discussion sur la résolution concernant le ministère de l'Industrie et adopter le bill en première lecture. Si le bill franchissait cette étape de la première lecture demain, nous pourrions ensuite aborder la deuxième lecture jeudi, jusqu'à cinq heures. Ensuite, il y a évidemment l'heure réservée aux mesures d'initiative parlementaire, puis l'exposé budgétaire. On m'a laissé entendre que les honorables vis-à-vis préféreraient ne pas entamer le débat sur le budget vendredi. C'est pourquoi nous poursuivrons vendredi l'étude de ces autres mesures économiques. Mais nous devons, je crois, veiller à faire quelque progrès demain et jeudi après-midi, avant de prévoir avec quelque précision ce que l'on fera vendredi.

Or, si nous terminons rapidement demain l'étape de la résolution au sujet du ministère de l'Industrie, nous pourrions arriver à cette même étape pour le ministère de l'Agriculture.

L'hon. M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, je suppose qu'il n'y a pas de malentendu au sujet de vendredi. On nous a dit que le budget serait présenté jeudi soir, et nous n'allons pas débattre l'exposé budgétaire vendredi. Généralement, le budget est présenté un mardi, et il se passe environ une semaine entre ce moment et le débat qui s'ensuit.

L'hon. M. Gordon: De quelle année parlez-vous donc?

L'hon. M. Pickersgill: Certaines années nous n'en n'avons pas eu du tout.

L'hon. M. Nowlan: Bon! Mais qu'il y ait eu un exposé budgétaire ou non, il n'y aura pas de débat à ce sujet vendredi prochain, et il est impossible d'en avoir un lundi, à moins d'obtenir l'assentiment unanime de la Chambre. J'ai, en effet, consulté les *Débats* des sept dernières années, et l'on n'a jamais étudié un budget dans les deux jours après sa présentation. Je veux qu'il soit bien entendu qu'il n'y aura pas de débat sur l'exposé budgétaire vendredi.

L'hon. M. Pickersgill: A mon avis, le député s'inquiète à tort car j'ai déjà indiqué qu'il n'en serait pas question vendredi. J'ai dit que nous étudierions d'autres mesures d'ordre